



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2017

Sommaire du rapport financier semestriel 2017

❖ Déclaration de la personne responsable	page 2
❖ Rapport semestriel d'activité	page 3
❖ Comptes consolidés semestriels résumés	page 5
❖ Rapport des contrôleurs légaux	page 20

Ce rapport financier semestriel est établi conformément au paragraphe III de l'article L.451-1-2 du code monétaire et financier et des articles 222-4 à 222-6 du règlement général de l'AMF.

DECLARATION DES PERSONNES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Lyon, le 13 septembre 2017,

Thierry Lièvre
Président - Directeur Général

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

Périmètre de consolidation

Au 30 juin 2017, le groupe est constitué de 21 sociétés. Aucune variation de périmètre significative n'est intervenue sur le semestre.

Les filiales et sous-filiales sont consolidées à compter de leur date de prise de contrôle ou de création.

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, conformément à la norme IFRS 3. Selon cette méthode, les actifs acquis et les passifs repris ainsi que les passifs éventuels assumés sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. Les compléments de prix (earn out) sont pris en compte dans le prix d'acquisition.

Présentation des comptes semestriels consolidés résumés

Les comptes consolidés sont établis en conformité avec les règles de comptabilité et d'évaluation définies par le référentiel IFRS publié par l'IASB.

Les normes et interprétations retenues pour l'élaboration des comptes consolidés au 30 juin 2017 sont celles publiées au Journal Officiel de l'Union Européenne au 30 juin 2017 et qui sont d'application obligatoire à cette date.

Les comptes semestriels sont établis et présentés selon la norme IAS 34. L'annexe aux comptes semestriels est présentée de façon résumée. Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans les comptes semestriels au 30 juin 2017 et au 30 juin 2016 sont identiques à celles utilisées dans les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2016, et détaillées dans le rapport annuel en date du 27 avril 2017, à l'exception de celles décrites dans le paragraphe suivant.

En effet, il n'existe pas de nouvelles normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne, et applicables à compter du 1er janvier 2017.

Par ailleurs, les amendements adoptés par l'IASB et applicables à compter du 1er janvier 2017, dont l'adoption par l'Union Européenne est prévue d'ici fin 2017, avec une application anticipée possible au 30 juin 2017, ne devraient pas avoir d'incidence significative sur la situation financière et la performance du Groupe. Il s'agit des amendements suivants : amendement IAS 7 « Etat des flux de trésorerie : informations à fournir », et amendement IAS 12 « Comptabilisation d'actifs d'impôts différés au titre de pertes latentes ».

Le Groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation les normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne, ou non encore adoptés par l'Union Européenne mais dont l'application anticipée aurait été possible, et qui entreront en vigueur après le 30 juin 2017. Il s'agit principalement des normes et amendements suivants, qui rentrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018 :

- IFRS 15 « Produits des activités ordinaires obtenus de contrats conclus avec des clients », y compris les amendements de clarification,
- IFRS 9 « Instruments financiers »,
- Amendement IFRS 2 « Paiements en actions »,
- IFRIC 22 « Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée ».

Le Groupe n'anticipe pas, à ce stade, d'impact significatif sur les comptes consolidés suite à l'application de ces normes.

La norme IFRS 16 « contrats de locations », votée par l'IASB a une 1^{ère} application pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019, Le Groupe n'a pas finalisé l'analyse, dans le contexte où différents points structurants sont en cours de discussion, et notamment la durée des contrats. La norme IFRS 16 devrait être adoptée par la Commission Européenne fin 2017. Le Groupe n'envisage pas d'appliquer cette norme par anticipation après son adoption. Les informations concernant les contrats de location simples sont données en note 5.8 des comptes consolidés 2016. Il n'y a pas eu de modification significative de ces contrats sur le semestre.

S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS pour l'établissement des états financiers annuels. Les informations communiquées en annexe portent uniquement sur les éléments, les transactions et les événements significatifs permettant de comprendre l'évolution de la situation financière et des performances du Groupe.

L'activité du Groupe est peu affectée par les variations saisonnières. Pour mémoire, lors de l'exercice 2016, le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre était quasiment égal à celui du 2nd semestre.

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La direction est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables du Groupe. Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en termes de jugement ou de complexité ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives concernent notamment l'évaluation des dépréciations d'actifs. Aucune modification significative n'est intervenue sur le 1er semestre 2017.

La crise économique et financière accroît les difficultés d'évaluation et d'estimation de certains actifs et passifs, et les aléas sur les évolutions des activités. Les estimations faites par la direction ont été effectuées en fonction des éléments dont elle disposait à la date de clôture, après prise en compte des événements postérieurs à la clôture, conformément à IAS 10.

Les notes sur les principes comptables sont présentées ci-après en cas d'adaptations des règles comptables et estimations aux spécificités de l'arrêté semestriel, conformément à la norme IAS 34.

Faits marquants du semestre

La société a acquis un bloc de 1 378 987 de ses propres actions, qui ont été annulées par décision du conseil d'administration du 15 juin 2017.

Le capital social est désormais composé de 17 260 745 actions d'une valeur nominale de 1 €.

Présentation de l'activité du semestre

Au 30 juin 2017, le chiffre d'affaires s'établit à 86,1 m€ (-13,6%).

- En Asie, le chiffre d'affaires continue d'être sélectif en maintenant sa rentabilité, suite aux décisions stratégiques de début 2016 de privilégier les marges aux volumes.
- En Europe, les ventes du semestre sont pleinement pénalisées par le dépôt de bilan de deux grands comptes clients. Ces deux comptes-clés faisaient partie du Top 10 en Europe et le plus important représentait 7% du CA.

Malgré cet incident, la rentabilité de l'entreprise reste solide, U10 dégageant un EBITDA de 3,5%.

Le résultat opérationnel courant s'élève à 1 954 k€ contre 5 034 k€ au 30 juin 2016.

Le résultat opérationnel s'élève à +1 730 k€ contre +4 509 k€ au 1er semestre 2016.

Les charges financières sont en légère baisse et s'élèvent à -379 k€ contre -390 k au 30 juin 2016, suite à la baisse des coûts de financement.

Le résultat net s'élève à +1 133 k€ contre +2 723 k€ au 1^{er} semestre 2016.

L'endettement financier net s'élève à 39,4 m€. Le gearing représente 42,3% des fonds propres suite à la réduction des capitaux propres par l'annulation des actions acquises en autocontrôle et aux différents investissements récents (plateforme logistique et actions propres).

Les flux de trésorerie dégagés par l'activité s'élèvent à -4 179 k€ (contre +9 323 k€ au 1er semestre 2016). La marge brute d'autofinancement s'élève à +2 238 k€ contre +3 760 k€ au 1er semestre 2016. Le besoin en fonds de roulement est en hausse de +6 418 k€ au 1er semestre 2017.

L'endettement financier à court terme (disponibilités diminuées des concours bancaires courants) s'élève à -1 244 k€ contre -4 770 k€ au 30 juin 2016.

Transactions avec les parties liées

Les principales transactions avec les parties liées décrites dans la note 5.7 des notes annexes aux comptes consolidés 2016 se sont poursuivies au cours du 1er semestre 2017. Le montant des transactions réalisées au cours de ce semestre figure dans la note 5.6 de l'annexe aux comptes semestriels résumés au 30 juin 2017.

Procédures judiciaires et d'arbitrage

A la connaissance de la société, il n'existe pas de litiges ou de faits exceptionnels susceptibles d'avoir ou ayant eu dans un passé récent, une incidence sensible sur la situation financière, l'activité, le résultat et le patrimoine de la société ou du Groupe.

Les litiges connus à la date d'arrêté des comptes ont fait l'objet de provisions suivant la méthode décrite dans la note 5.2.4 «Provisions» de l'annexe aux comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture n'est intervenu.

Perspectives

U10 enchaîne actuellement la présentation de ses collections Décoration : après avoir exposé à Paris au salon Maison et Objets, U10 déplacera son stand à Milan et Madrid la 2^{ème} quinzaine de septembre puis exposera en Chine à la Foire Mondiale de Canton fin octobre.

U10 est en prospection permanente, ce recul fera place à un rebond dès 2018.

Gestion des risques

Il n'y a pas de nouveaux risques identifiés par rapport à ceux exposés dans le rapport annuel 2016, disponible sur le site www.info-financiere.fr et sur le site de la Société (www.u10.fr).

COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES

30 JUIN 2017

SOMMAIRE

1.	BILAN CONSOLIDE.....	6
2.	COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE ET ETAT DU RESULTAT GLOBAL.....	7
2.1.	Résultat consolidé.....	7
2.2.	Etat du résultat global.....	7
3.	TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE.....	8
4.	VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES.....	9
5.	ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES RESUMES.....	9
5.1.	Règles et méthodes comptables.....	9
5.2.	Présentation des postes de bilan.....	11
5.2.1.	Actifs non courants.....	11
5.2.1.1.	Ecart d'acquisition.....	11
5.2.1.2.	Immobilisations incorporelles.....	11
5.2.1.3.	Immobilisations corporelles.....	12
5.2.1.4.	Immobilisations financières.....	12
5.2.2.	Actifs courants.....	12
5.2.2.1.	Stocks.....	12
5.2.2.2.	Créances courantes.....	13
5.2.2.3.	Disponibilités.....	13
5.2.3.	Capitaux propres.....	13
5.2.3.1.	Plans d'options de souscription d'actions.....	13
5.2.3.2.	Information sur le capital.....	13
5.2.4.	Provisions.....	14
5.2.5.	Dettes.....	14
5.2.5.1.	Endettement financier net.....	14
5.2.5.2.	Dettes courantes.....	15
5.2.5.3.	Instruments financiers.....	15
5.3.	Présentation des postes du compte de résultat.....	15
5.3.1.	Chiffre d'affaires.....	15
5.3.2.	Charges de personnel et effectifs.....	16
5.3.3.	Dotations nettes aux amortissements et provisions.....	16
5.3.4.	Charges et produits financiers.....	16
5.3.5.	Impôt sur les bénéfices.....	16
5.3.6.	Bénéfice par action.....	17
5.4.	Information sectorielle.....	17
5.5.	Engagements hors bilan.....	18
5.6.	Parties liées.....	19
5.6.1.	Entreprises liées.....	19
5.6.2.	Rémunérations des dirigeants.....	19
5.7.	Evénements postérieurs à la clôture.....	19

1. Bilan consolidé

ACTIF K€	Note	30 juin 2017		2016	
		Brut	Amort.	Net	Net
Ecarts d'acquisition	5.2.1.1	48 469		48 469	50 176
Autres immobilisations incorporelles	5.2.1.2	3 139	2 762	377	324
Immobilisations corporelles	5.2.1.3	32 989	12 813	20 177	20 673
Immobilisations financières	5.2.1.4	3 611	0	3 611	3 802
Impôts différés actifs	5.3.6	678	0	678	550
Total des actifs non courants		88 886	15 575	73 311	75 525
Stocks	5.2.2.1	59 469	301	59 169	52 755
Clients	5.2.2.2	31 111	543	30 568	35 165
Impôts courants	5.2.2.2	1 652	0	1 652	618
Autres créances et charges constatées d'avance	5.2.2.2	8 993	3 019	5 974	10 347
Disponibilités et quasi-disponibilités	5.2.2.3	17 187	0	17 187	32 902
Total des actifs courants		118 413	3 863	114 550	131 787
TOTAL		207 299	19 438	187 861	207 312

PASSIF K€	Note	30 juin 2017		2016	
Capital				17 261	18 640
Prime d'émission et d'apport				12 807	12 807
Titres d'autocontrôle				-67	-101
Réserves et résultat				57 673	70 644
Capitaux propres - Part du Groupe				87 673	101 990
Intérêts minoritaires				5 612	5 835
Total des capitaux propres				93 286	107 825
Dettes financières à long terme	5.2.5.1			27 708	29 816
Provisions non courantes	5.2.4			1 225	1 161
Impôts différés passifs	5.3.6			1 526	2 571
Total des passifs non courants				30 459	33 548
Part à moins d'un an des dettes financières à long terme	5.2.5.1			4 935	4 364
Dettes financières à court terme	5.2.5.1			23 959	28 127
Provisions courantes	5.2.4			163	225
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5.2.5.2			21 472	24 476
Dettes d'impôt sur les sociétés	5.2.5.2			4	163
Autres passifs courants	5.2.5.2			13 583	8 585
Total des passifs courants				64 117	65 939
TOTAL				187 861	207 312

2. Compte de résultat consolidé et état du résultat global

2.1. Résultat consolidé

Compte de résultat consolidé - k€	Note	30 juin 2017	30 juin 2016
Chiffre d'affaires	5.3.1	86 133	99 683
Escomptes accordés		-288	-325
Produits des activités ordinaires		85 844	99 359
Consommations de marchandises, matières et sous-traitance		-57 968	-68 025
Charges de personnel	5.3.2	-9 785	-10 034
Autres produits et charges d'exploitation		-13 987	-14 772
Impôts, taxes et versements assimilés		-1 111	-973
Rés.opérationnel courant avant dotations aux amortissements et provisions		2 994	5 555
Dotations nettes aux amortissements et provisions	5.3.3	-1 040	-521
Résultat opérationnel courant		1 954	5 034
Autres produits et charges opérationnels non courants		-223	-525
Résultat opérationnel		1 730	4 509
Produits financiers		30	95
Charges financières		-409	-486
Charges financières nettes	5.3.4	-379	-390
Impôts sur les bénéfices	5.3.5	-218	-1 395
Résultat net consolidé		1 133	2 723
Attribuable aux :			
Actionnaires du Groupe U10		1 036	2 454
Intérêts minoritaires		97	270
Résultat par action	5.3.7	0,06	0,13

2.2. Etat du résultat global

Etat du résultat global - k€	30 juin 2017	30 juin 2016
Résultat net consolidé (report)	1 133	2 723
Réserves de conversion	-1 766	-368
Couvertures de flux de trésorerie, nettes d'impôts ^{(1) et (2)}	-2 355	-970
Écarts actuariels sur les engagements de retraite ⁽¹⁾		
Autres éléments du résultat global	-4 121	-1 338
Résultat global	-2 988	1 385
⁽¹⁾ dont effet d'impôts :	1 177	485
⁽²⁾ dont repris en résultat consolidé, net d'impôt	-968	-772

Les autres éléments du résultat global ont tous vocation à être recyclés en résultat, à l'exception des écarts actuariels sur les engagements de retraite : les écarts actuariels générés par des changements d'hypothèses ou des effets d'expérience sont reconnus immédiatement en autres éléments du résultat global.

3. Tableau de flux de trésorerie consolidé

K€	Note	30 juin 2017	2016	30 juin 2016
Résultat net de l'ensemble consolidé		1 133	7 153	2 723
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie		1 105	2 008	1 037
Dotations aux amortissements et aux provisions	5.2.1.1 à 5.2.1.3	1 038	1 945	928
Variation des provisions pour risques et charges	5.2.4	14	-185	-196
Variation des impôts différés	5.3.6	12	149	263
Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations		0	51	28
Divers		41	48	13
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées		2 238	9 161	3 760
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		-6 418	5 447	5 563
Stocks	5.2.2.1	-6 413	3 569	1 849
Clients et comptes rattachés	5.2.2.2	3 638	5 129	6 467
Fournisseurs	5.2.5.2	-2 422	-3 448	-1 931
Autres créances et dettes d'exploitation	5.2.2.2 & 5.2.5.2	-1 221	197	-823
Flux net de trésorerie généré par l'activité		-4 179	14 608	9 323
<i>dont impôt sur les sociétés décaissé</i>		<i>-1 399</i>	<i>-2 557</i>	<i>-737</i>
Acquisition d'immobilisations incorporelles	5.2.1.2	-212	-324	-162
Acquisition d'immobilisations corporelles	5.2.1.3	-408	-2 647	-2 242
Acquisition d'immobilisations financières	5.2.1.4	-15	-481	-7
Cessions d'immobilisations	5.2.1.2 à 5.2.1.4	22	301	257
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissements		-612	-3 151	-2 155
Dividendes versés hors Groupe	4	0	-3 908	0
Acquisition de titres d'auto-contrôle (ayant donné lieu à réduction de capital)		-5 668	0	0
Titres d'autocontrôle	4	34	-4	-18
Souscription d'emprunts	5.2.5.1	150	15 570	570
Avances de trésorerie reçues	5.2.5.1	5 514	0	0
Remboursement d'emprunts	5.2.5.1	-1 686	-8 056	-2 526
Variation des intérêts courus	5.2.5.1	4	-14	-10
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		-1 652	3 588	-1 983
Incidence des variations de change		424	-131	183
Variation de trésorerie		-6 020	14 914	5 368
Trésorerie d'ouverture	5.2.5.1	4 776	-10 138	-10 138
Trésorerie de clôture	5.2.5.1	-1 244	4 776	-4 770

Le tableau de flux a été constitué selon la méthode indirecte à partir du résultat net des entreprises intégrées. La trésorerie correspond aux disponibilités et valeurs mobilières de placement diminuées des concours bancaires courants.

Le montant des intérêts décaissés au cours de l'exercice s'élève à 314 k€ (319 k€ au 1er semestre 2016).

Les dividendes relatifs à l'exercice 2016 et décidés par l'assemblée générale du 15 juin 2017 ont été mis en paiement le 5 juillet 2017.

4. Variation des capitaux propres consolidés

k€	Nombre d'actions ¹	Capital	Primes	Réserves et résultat	Actions propres	Autres éléments du résultat global		Capitaux propres - part du groupe	Intérêts minoritaires	Total
						Juste valeur des instruments financiers et écarts actuariels	Écarts de conversion			
Capitaux propres consolidés au 31/12/2015	18 615 075	18 640	12 807	60 579	-98	2 489	4 171	98 587	5 680	104 268
Résultat de l'exercice				6 836				6 836	318	7 153
Montant net des profits et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		0				-295	776	481	25	506
Total des profits et pertes comptabilisés en 2016		0	0	6 836	0	-295	776	7 317	342	7 659
Titres d'autocontrôle	-1 733			2	-4			-1		-1
Distribution de dividendes des sociétés intégrées				-3 908				-3 908	-183	-4 091
Autres mouvements				-4				-4	-4	-9
Capitaux propres consolidés au 31/12/2016	18 613 342	18 640	12 807	63 504	-102	2 194	4 947	101 990	5 835	107 825
Résultat de l'exercice				1 036				1 036	97	1 133
Montant net des profits et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		0				-2 355	-1 766	-4 121	-22	-4 143
Total des profits et pertes comptabilisés en 2017		0	0	1 036	0	-2 355	-1 766	-3 085	75	-3 010
Titres d'autocontrôle	-1 369 530	-1 379		-4 289	34			-5 634		-5 634
Distribution de dividendes des sociétés intégrées				-5 587				-5 587	-317	-5 903
Autres mouvements				-11				-11	19	8
Capitaux propres consolidés au 30/06/2017	17 243 812	17 261	12 807	54 654	-68	-161	3 181	87 674	5 612	93 286

¹ après élimination des titres d'autocontrôle, soit 26 390 au 31 décembre 2016 et 16 933 au 30 juin 2017

Conformément aux décisions de l'Assemblée Générale du 15 juin 2017, la distribution d'un dividende de 5 591 k€ a été mise en paiement le 5 juillet 2017.

Suite à la réduction de capital réalisée le 15 juin 2017 par l'annulation de 1 378 987 actions propres, le dividende distribué représente 0,32 € par action.

Les intérêts minoritaires concernent pour l'essentiel les minoritaires du sous-groupe Smerwick, Dutexdor, La Nouba et U-WEB.

5. Annexe aux comptes consolidés résumés

Les notes indiquées ci-après font partie intégrante des comptes consolidés annuels couvrant la période du 1er janvier 2017 au 30 juin 2017.

Les comptes consolidés semestriels résumés ont été arrêtés le 13 septembre 2017 par le Conseil d'Administration.

Faits marquants de l'exercice

La société a acquis un bloc de 1 378 987 de ses propres actions, qui ont été annulées par décision du conseil d'administration du 15 juin 2017.

Le capital social est désormais composé de 17 260 745 actions d'une valeur nominale de 1 €.

5.1. Règles et méthodes comptables

Référentiel comptable

Les comptes consolidés sont établis en conformité avec les règles de comptabilité et d'évaluation définies par le référentiel IFRS publié par l'IASB.

Les normes et interprétations retenues pour l'élaboration des comptes consolidés au 30 juin 2017 sont celles publiées au Journal Officiel de l'Union Européenne au 30 juin 2017 et qui sont d'application obligatoire à cette date.

Les comptes semestriels sont établis et présentés selon la norme IAS 34. L'annexe aux comptes semestriels est présentée de façon résumée. Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans les comptes semestriels au 30 juin 2017 et au 30 juin 2016 sont identiques à celles utilisées dans les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2016, et détaillées dans le rapport annuel en date du 27 avril 2017, à l'exception de celles décrites dans le paragraphe suivant.

En effet, il n'existe pas de nouvelles normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne, et applicables à compter du 1er janvier 2017.

Par ailleurs, les amendements adoptés par l'IASB et applicables à compter du 1er janvier 2017, dont l'adoption par l'Union Européenne est prévue d'ici fin 2017, avec une application anticipée possible au 30 juin 2017, ne devraient pas avoir d'incidence significative sur la situation financière et la performance du Groupe. Il s'agit des amendements suivants : amendement IAS 7 « Etat des flux de trésorerie : informations à fournir », et amendement IAS 12 « Comptabilisation d'actifs d'impôts différés au titre de pertes latentes ».

Le Groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation les normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne, ou non encore adoptés par l'Union Européenne mais dont l'application anticipée aurait été possible, et qui entreront en vigueur après le 30 juin 2017. Il s'agit principalement des normes et amendements suivants, qui rentrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018 :

- IFRS 15 « Produits des activités ordinaires obtenus de contrats conclus avec des clients », y compris les amendements de clarification,
- IFRS 9 « Instruments financiers »,
- Amendement IFRS 2 « Paiements en actions »,
- IFRIC 22 « Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée ».

Le Groupe n'anticipe pas, à ce stade, d'impact significatif sur les comptes consolidés suite à l'application de ces normes.

La norme IFRS 16 « contrats de locations », votée par l'IASB a une 1^{ère} application pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019, Le Groupe n'a pas finalisé l'analyse, dans le contexte où différents points structurants sont en cours de discussion, et notamment la durée des contrats. La norme IFRS 16 devrait être adoptée par la Commission Européenne fin 2017. Le Groupe n'envisage pas d'appliquer cette norme par anticipation après son adoption. Les informations concernant les contrats de location simples sont données en note 5.8 des comptes consolidés 2016. Il n'y a pas eu de modification significative de ces contrats sur le semestre.

S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS pour l'établissement des états financiers annuels. Les informations communiquées en annexe portent uniquement sur les éléments, les transactions et les événements significatifs permettant de comprendre l'évolution de la situation financière et des performances du Groupe.

L'activité du Groupe est peu affectée par les variations saisonnières. Pour mémoire, lors de l'exercice 2016, le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre était quasiment égal à celui du 2nd semestre.

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La direction est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables du Groupe. Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en termes de jugement ou de complexité ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives concernent notamment l'évaluation des dépréciations d'actifs. Aucune modification significative n'est intervenue sur le 1er semestre 2017.

La crise économique et financière accroît les difficultés d'évaluation et d'estimation de certains actifs et passifs, et les aléas sur les évolutions des activités. Les estimations faites par la direction ont été effectuées en fonction des éléments dont elle disposait à la date de clôture, après prise en compte des événements postérieurs à la clôture, conformément à IAS 10.

Les notes sur les principes comptables sont présentées ci-après en cas d'adaptations des règles comptables et estimations aux spécificités de l'arrêté semestriel, conformément à la norme IAS 34.

Tests de dépréciation :

Des tests de dépréciation sont réalisés pour la clôture annuelle, pour tous les actifs non courants non amortis (essentiellement écarts d'acquisition), comme indiqué en note 5.2.1 de l'annexe aux comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2016.

Lors de l'arrêté des comptes semestriels, les tests de dépréciation ne sont réalisés que pour les actifs ou groupes d'actifs significatifs pour lesquels il existe un indice de perte de valeur à la fin du semestre, ou pour lesquels il existait un indice de perte de valeur à la clôture précédente.

Comme indiqué en note 5.2.1 de l'annexe aux comptes consolidés 2016, les tests de dépréciation sont réalisés uniquement en fonction de la valeur d'utilité des UGT, et non de la juste valeur nette des frais de cession.

Impôt sur le résultat :

La charge d'impôt du semestre est calculée par application du taux moyen effectif estimé pour l'exercice au résultat avant impôt.

La CVAE est présentée, comme en 2016, en résultat opérationnel courant, et non en charge d'impôt, dans l'attente d'une position des organismes de normalisation.

Le Groupe a opté pour une présentation du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) en moins des frais de personnel, conformément à la possibilité donnée par la norme IAS 20 - Subventions publiques.

Avantages postérieurs à l'emploi :

Les avantages postérieurs à l'emploi sont recalculés au 30 juin 2016. Le taux d'actualisation pris en compte pour les sociétés françaises s'élevait à 1,8% (contre 2,5% au 30 juin 2016). Compte tenu de l'impact non significatif dans le cadre des comptes semestriels, la société n'a pas identifié en « autres éléments du résultat global » les écarts actuariels (liés aux hypothèses actuarielles et aux effets d'expérience) tant au 30 juin 2017 que pour les exercices précédents.

Droits et taxes - IFRIC 21 :

Selon cette interprétation, les droits et taxes dont le montant et l'échéance sont certains, et qui ne sont pas rattachés à une autre norme, sont comptabilisés en tant que passif selon la norme IAS 37 en fonction du fait générateur, lequel correspond à la dernière activité qui rend la taxe exigible. La date de comptabilisation de la taxe dépend du fait générateur, qui peut selon les cas intervenir de manière étalée sur l'exercice, à compter de la date de dépassement d'un seuil, ou intervenir en totalité à une date donnée.

Périmètre de consolidation

Au 30 juin 2017, le groupe est constitué de 21 sociétés. Aucun mouvement de périmètre significatif n'est intervenu sur le semestre.

Méthodes de conversion

Les comptes des filiales étrangères dont la monnaie de fonctionnement n'est pas l'euro, sont convertis en euros :

- au taux moyen de la période pour le compte de résultat,
- au taux de clôture pour les postes de bilan hors capitaux propres,
- au taux historique pour les capitaux propres : les mouvements de l'exercice sont constatés en « autres éléments du résultat global », les écarts de conversion cumulés sont inscrits dans une colonne spécifique des capitaux propres consolidés.

Les goodwill provenant de l'acquisition d'une entité étrangère sont considérés comme des éléments de l'entité étrangère et sont donc exprimés dans la monnaie fonctionnelle de l'entité. Ils sont convertis au taux de clôture à la fin de la période.

Les écarts de change liés aux opérations en devises et aux opérations de couverture liées sont constatés dans les rubriques correspondantes (principalement les achats).

Les taux de conversion des devises utilisés sont les suivants :

	30 juin 2017		31 décembre 2016		30 juin 2016	
1 € =	Taux moyen	Taux de clôture	Taux moyen	Taux de clôture	Taux moyen	Taux de clôture
Dollar US	1,082533	1,1412	1,106608	1,0541	1,115533	1,1102

5.2. Présentation des postes de bilan

5.2.1. ACTIFS NON COURANTS

5.2.1.1. Ecarts d'acquisition

UGT	30 juin 2017	2016
K€	Valeur nette	Valeur nette
Maison	20 514	20 514
Articles de mode	7 115	7 115
Asie	20 840	22 547
Total	48 469	50 176

K€	2017	2016
Solde en début d'exercice	50 176	49 465
Variation de l'écart de conversion	-1 707	711
Solde en fin d'exercice	48 469	50 176

Aucun indice de perte de valeur n'a été détecté au 1^{er} semestre 2017 (cf. note 5.1). La mise en œuvre des tests de dépréciation n'avait pas conduit à constater de dépréciation lors de l'exercice 2016.

5.2.1.2. Immobilisations incorporelles

	30 juin 2017			Valeur nette 2016
Immobilisations incorporelles - k€	Valeur brute	Amortissement	Valeur nette	
Matrices - Dessins	981	693	287	261
Logiciels, brevets, licences, marques	2 062	1 973	89	60
Autres immobilisations incorporelles	97	95	2	3
Total	3 139	2 762	377	324

Immobilisations incorporelles - k€	Ouverture (net)	Acquisitions	Cessions	Dotations	Clôture (net)
Matrices - Dessins	261	154	0	-128	287
Logiciels, brevets, licences, marques	60	64	0	-36	89
Autres immobilisations incorporelles	3	0	0	-1	2
Total	324	218	0	-165	377

La mise en œuvre des tests de dépréciation, selon les modalités définies au 5.1, n'a pas conduit à constater de dépréciation sur les exercices présentés.

5.2.1.3. Immobilisations corporelles

Immobilisations corporelles k€	30 juin 2017			Valeur nette 2016
	Valeur brute	Amortissement	Valeur nette	
Terrains	1 900		1 900	1 900
Constructions	19 163	4 922	14 242	14 640
Installations techniques, matériel et outillage	815	613	202	227
Agencements	8 586	5 417	3 170	3 220
Matériel de transport	403	265	138	217
Matériel et mobilier de bureau	2 090	1 597	493	419
Immobilisations en cours	32		32	51
Total	32 989	12 813	20 176	20 673

Les immobilisations corporelles incluent le retraitement du crédit-bail portant sur le terrain et les bâtiments de U10 et de L3C pour une valeur brute de 19 447 k€ et un amortissement cumulé de 3 689 k€. L'impact du retraitement du crédit-bail sur le résultat s'élève à +340 k€, après prise en compte de l'impôt différé.

Immobilisations corporelles k€	Ouverture (net)	Acquisitions	Dotations	Ecart de conversion	Autres mouvements	Clôture (net)
Terrains	1 900					1 900
Constructions	14 640		-398			14 242
Installations techniques, matériel et outillage	227	8	-33			202
Agencements	3 220	188	-262	-10	34	3 170
Matériel de transport	217		-73	-6		138
Matériel et mobilier de bureau	419	181	-107	-5	5	493
Immobilisations en cours	51	24			-43	32
Total	20 673	401	-873	-21	-3	20 176

La mise en œuvre des tests de dépréciation, selon les modalités définies au 5.1, n'a pas conduit à constater de dépréciation sur les exercices présentés.

5.2.1.4. Immobilisations financières

Immobilisations financières en k€	Ouverture (net)	Acquisitions	Cessions	Ecart de conversion	Clôture (net)
Prêts au personnel	8	14	-10		12
Dépôts et cautionnements versés	1 113	0		-7	1 106
Autres immobilisations financières	2 681	1	-12	-177	2 492
Total	3 802	15	-22	-184	3 610

Le montant des dépôts et cautionnements versés correspond principalement à des dépôts de garantie concernant l'utilisation de locaux.

Dans la rubrique « autres immobilisations financières » figurent des dépôts bancaires bloqués pour un montant de 2 398 k€ (2 574 k€ en 2016), en garantie de lignes bancaires à court terme.

5.2.2. ACTIFS COURANTS

5.2.2.1. Stocks

Stocks en k€	30 juin 2017			2016		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Matières premières et autres approvisionnements	400		400	403		403
Marchandises	59 069	-301	58 769	52 783	-431	52 352
Total	59 469	-301	59 169	53 186	-431	52 755

Au 30 juin 2017, 61,1% des stocks ont été acquis il y a moins de 6 mois (58% au 31 décembre 2016).

5.2.2.2. Créances courantes

Créances courantes en k€	30 juin 2017			2016
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur nette
Clients	31 111	-543	30 568	35 165
Impôts courants	1 652		1 652	618
<i>Autres créances fiscales</i>	3 008		3 008	3 266
<i>Créances sociales</i>	15		15	24
<i>Comptes courants débiteurs</i>	0	0	0	15
<i>Débiteurs divers</i>	3 236	-3 019	216	183
<i>Instruments financiers dérivés</i>	0		0	3 532
<i>Avances et acomptes</i>	1 105		1 105	1 412
<i>Charges constatées d'avance</i>	1 629		1 629	1 915
Sous-total autres créances et CCA	8 993	-3 019	5 974	10 347
Total	41 756	-3 563	38 194	46 130

L'échéance des créances courantes est inférieure à un an.

Conformément aux normes IFRS, les créances cédées au factor sont reclassées en comptes clients car le contrat ne prévoit pas le transfert de la quasi-totalité des risques et avantages. Leur montant s'élève à 10 213 k€ au 30 juin 2017 contre 16 145 k€ en 2016.

Les créances clients des sociétés françaises sont, pour partie, couvertes par des assurances crédit. 95,5% des créances clients sont non échues ou échues depuis moins de 3 mois. Les créances échues depuis plus d'un an représentent 1,1% du poste clients ; elles sont provisionnées à hauteur de 60,4% de leur valeur brute, compte tenu des assurances crédit et des perspectives de recouvrement.

Les impôts courants correspondent aux créances d'impôt société. Les autres créances fiscales sont constituées de TVA déductible ou à récupérer pour 2 660 k€.

Les débiteurs divers sont composés pour l'essentiel de créances liées à la cession de la société C3M, pour un montant de 2 997 k€, totalement dépréciées. Des procédures de recouvrement sont toujours en cours sur ces créances.

Le montant des dépréciations des actifs courants s'élève à 3 563 k€ contre 3 443 k€ au 31 décembre 2016.

La juste valeur des instruments dérivés est liée à des instruments qualifiés de couverture de change (variation de juste valeur constatée en autres éléments du résultat global).

Les charges constatées d'avance sont à caractère d'exploitation.

5.2.2.3. Disponibilités

Disponibilités en k€	30 juin 2017	2016
Banques, comptes courants débiteurs	17 187	32 902
Total	17 187	32 902

Comme indiqué en note 5.2.1.4, les comptes bancaires bloqués ont été classés en actifs non courants pour un montant de 2 195 k€ (2 574 k€ en 2016). Il n'y a pas de placements financiers tant au 30 juin 2017 qu'au 31 décembre 2016.

5.2.3. **CAPITAUX PROPRES**

5.2.3.1. Plans d'options de souscription d'actions

Il n'y a pas de plan de souscription d'actions en cours.

5.2.3.2. Information sur le capital

Il n'y a pas de procédures et objectifs fixés à l'avance. L'évolution et la gestion du capital se font en fonction des opportunités.

Dans le cadre du programme de rachats d'actions propres autorisé par l'assemblée générale des actionnaires, U10 a mis en place un contrat de liquidité ayant pour objectif d'animer le marché de ses actions. Au 30 juin 2017, U10 détient 16 933 actions dans le cadre du contrat de liquidité.

Pour mémoire, le conseil d'administration a décidé, sur délégation de l'assemblée générale, de réduire le capital par l'annulation de 1 378 987 actions auto détenues.

Evolution du capital au cours de l'exercice :

	2016	Augmentation	Diminution	2017
Nombre d'actions composant le capital social*	18 639 732		-1 378 987	17 260 745
Instruments dilutifs du capital				
Nombre total d'actions potentielles	18 639 732	0	0	17 260 745
*Dont nombre d'actions propres	26 390	1 378 987	-1 388 444	16 933

La valeur nominale des actions est de 1€.

5.2.4. PROVISIONS

k€	Ouverture	Dotations	Reprises (utilisées)	Reprises (non utilisées)	Impact des variations de change	Clôture
Avantages postérieurs à l'emploi	1 161	93		-15	-14	1 225
Provisions non courantes	1 161	93		-15	-14	1 225
Litiges Prud'homaux	67	100	-20	-13		134
Litiges commerciaux		29				29
Litiges liés à C3M	158			-158		0
Autres provisions courantes						
Provisions courantes	225	129	-20	-171		163
TOTAL	1 386	222	-20	-186	-14	1 387

Les avantages postérieurs à l'emploi envers le personnel du groupe correspondent aux indemnités pour départs en retraite et sont classés en provisions non courantes. Comme indiqué en note 5.1, la totalité des mouvements 2017 a été comptabilisée en résultat opérationnel courant.

Comme indiqué en note 5.1, les écarts actuariels n'ont pas été constatés au 30 juin 2017.

Il n'y a pas d'actifs et de passifs éventuels significatifs au 30 juin 2017.

5.2.5. DETTES

5.2.5.1. Endettement financier net

L'endettement financier net s'élève à 39 416 k€ contre 29 405 k€ au 31 décembre 2016.

Les emprunts sont intégralement souscrits à taux fixe. Seuls certains contrats de crédit-bail sont souscrits à taux variables. Les taux variables applicables sont généralement Euribor 3 mois plus une marge.

Les sociétés du sous-groupe SMERWICK font appel à des lignes bancaires en dollar US. Aucune autre dette financière n'est souscrite en devise étrangère.

➤ Autres emprunts :

Un emprunt a été souscrit sur le semestre pour un montant de 150 k€ afin de financer des travaux d'aménagement et matériels.

➤ Evolution de l'endettement financier et ventilation par nature :

Endettement financier net k€	Ouverture	Augmentation	Diminution	Ecart de conversion	Clôture
Autres emprunts à + d'un an à l'origine	20 734	150	-819		20 065
Crédit- bail	13 446	0	-867		12 579
Dettes financières à plus d'un an à l'origine	34 180	150	-1 686	0	32 644
Autres dettes	0	5 523	0		5 523
Intérêts courus sur emprunts	1	5	-1		5
Banques, lignes court terme	28 126		-9 044	-651	18 431
Autres dettes financières	28 127	5 528	-9 045	-651	23 959
Total des dettes financières	62 307	5 678	-10 731	-651	56 603
Disponibilités	-32 902		15 409	306	-17 187
Disponibilités	-32 902	0	15 409	306	-17 187
Endettement financier net	29 405	5 678	4 678	-345	39 416

L'endettement financier net consolidé représente 42,3% des fonds propres contre 27,3% à fin 2016, sous l'effet conjugué de la baisse des capitaux propres et de la hausse de l'endettement.

➤ Ventilation de l'endettement financier par échéance et par type de taux :

Endettement financier net k€	Clôture	dont < 1 an	dont entre 1 & 5 ans	dont > 5 ans	dont taux fixe	dont taux variable
Autres emprunts à + d'un an à l'origine	20 065	3 151	15 164	1 750	20 065	0
Crédit- bail	12 579	1 784	5 542	5 253	1 763	10 816
Dettes financières à plus d'un an à l'origine	32 644	4 935	20 705	7 003	21 828	10 816
Autres dettes	5 523	5 523				
Intérêts courus sur emprunts	5	5	0	0		
Banques, lignes court terme	18 431	18 431				
Autres dettes financières	23 959	23 959	0	0		
Total des dettes financières	56 603	28 895	20 705	7 003		
Disponibilités	-17 187	-17 187	0	0		
Disponibilités	-17 187	-17 187	0	0		
Endettement financier net	39 416	11 707	20 705	7 003		

Les flux à payer globaux (capital restant à rembourser et intérêts à taux fixes) des dettes à plus d'un an à l'origine s'élevaient à 33 031 k€ (dont 5 094 k€ à moins d'un an, 20 931 k€ entre un et cinq ans et 7 006 k€ à plus de cinq ans).

Les disponibilités nettes (ou trésorerie nette) sont constituées par les liquidités immédiatement disponibles, déduction faite des découverts (cf. note 5.2.2.3). Les comptes bancaires créditeurs intègrent les créances clients cédées non échues pour un montant de 7 785 k€ (7 942 k€ au 31 décembre 2016) reclassées au bilan conformément aux normes IFRS.

5.2.5.2. Dettes courantes

K€	30 juin 2017	2016
Fournisseurs	21 472	24 476
Impôt sur les sociétés	4	163
<i>Autres dettes fiscales</i>	<i>2 488</i>	<i>2 233</i>
<i>Dettes sociales</i>	<i>2 637</i>	<i>2 285</i>
<i>Dettes sur immobilisations</i>	<i>92</i>	<i>113</i>
<i>Avances et acomptes reçus</i>	<i>461</i>	<i>503</i>
<i>Avoirs à établir (remises de fin d'année)</i>	<i>1 665</i>	<i>2 985</i>
<i>Dettes diverses</i>	<i>17</i>	<i>31</i>
<i>Instruments financiers dérivés</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Dividendes à payer</i>	<i>6 153</i>	<i>394</i>
<i>Comptes courants d'associés</i>	<i>32</i>	<i>41</i>
<i>Produits constatés d'avance</i>	<i>40</i>	<i>0</i>
Autres passifs courants	13 583	8 585
Total	35 059	33 223

Les autres dettes fiscales sont constituées pour 1 907 k€ de TVA à payer.

5.2.5.3. Instruments financiers

La juste valeur des instruments financiers est égale à leur valeur comptable telle qu'elle figure au bilan.

Les seuls instruments financiers évalués à la juste valeur sont les placements, qui rentrent dans la catégorie 2 de l'amendement à IFRS 7 (données observables directement à partir des prix communiqués par les établissements).

La mise en œuvre de la norme IFRS 7 n'a conduit à constater aucun ajustement au titre du risque de non-exécution (risque de contrepartie et risque de crédit propre).

5.3. Présentation des postes du compte de résultat

5.3.1. CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires par zones géographiques se répartit de la façon suivante :

Chiffre d'affaires hors groupe (en k€)	30 juin 2017	%	30 juin 2016	%
France	73 201	84%	79 333	79%
Union Européenne	7 470	9%	12 549	13%
Hors Union Européenne	5 462	6%	7 801	8%
Total	86 133		99 683	

Le premier client du Groupe représente 12,5% du chiffre d'affaires semestriel.

5.3.2. CHARGES DE PERSONNEL ET EFFECTIFS

k€	30 Juin 2017	30 Juin 2016
Salaires et traitements	7 296	7 463
Charges sociales	2 489	2 570
Total	9 785	10 034

Effectif moyen	30 juin 2017	30 juin 2016
Marketing / Communication	23	21
Achats	42	46
Commercial	137	147
Logistique	49	128
Administration / Finances	122	44
Informatique	8	8
Total	381	393

5.3.3. DOTATIONS NETTES AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS

K€	30 juin 2017	30 juin 2016
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations	1 038	928
Dotations nettes aux provisions pour dépréciation des stocks	-130	-148
Dotations nettes aux provisions pour dépréciation des créances	122	-191
Dotations nettes diverses	15	-68
Dotations nettes opérationnelles courantes	1 046	521
Autres dotations nettes opérationnelles non courantes	0	-127
TOTAL des dotations (nettes des reprises) de l'exercice	1 046	393

Le signe - indique une reprise de provision.

5.3.4. CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS

k€	30 juin 2017	30 juin 2016
Charges financières nettes, dont :	-327	-327
- coût de l'endettement financier net	-314	-319
- autres	-13	-8
Gain (perte) de change non opérationnels	-52	-63
Total	-379	-390

5.3.5. IMPOT SUR LES BENEFICES

La société-mère a fait l'objet d'un contrôle portant sur la période 2013-2016 pour lequel les réponses à l'administration fiscale sont en cours.

➤ Rapprochement entre la charge d'impôt théorique et la charge d'impôt comptabilisée :

en K€	30 juin 2017	30 juin 2016
Résultat avant impôt	1 351	4 119
Impôt théorique au taux de droit commun français (1)	450	1 373
Incidence des taux d'imposition étrangers	-158	-155
Incidence des changements de taux d'imposition	-11	
Incidence des différences permanentes	-55	-4
Incidence de la contribution sociale (3,3%)	0	15
Incidence de la contribution sur dividendes		117
ID clôture non activés (sur déficits reportables)	28	48
Autres	-37	0
Impôt effectif	218	1 395

(1) à 33,33%

- Ventilation de la charge d'impôt :

k€	30 juin 2017	30 juin 2016
Impôt exigible	206	1 133
Charge (crédit) d'impôt différé	12	263
TOTAL	218	1 395

- Impôts différés :

Les créances et dettes d'impositions différées sont présentées pour leur montant net par société.

Ventilation des impôts différés par nature	Impôts différés 2017		Impôts différés 2016		
	k€	actifs	passifs	actifs	passifs
Retraitement de crédit bail			966		834
Provisions indemnités de départ à la retraite	349			326	
Profits sur stocks	257			224	
Reports déficitaires	56			0	
Instruments financiers dérivés et charges à payer	0	0		0	1 177
Annulation de la provision pour hausse de prix			554		558
Autres différentes temporaires	16	6			2
Total		678	1 525	550	2 571

Les mouvements nets d'impôts différés sur le 1er semestre 2017 ont été constatés en autres éléments du résultat global à hauteur de +1 177 k€ (liée à la part efficace de la variation de juste valeur des instruments de couverture et aux écarts actuariels sur indemnités de départ en retraite) et le solde en résultat de l'exercice.

5.3.6. BENEFICE PAR ACTION

Au 30 juin 2017, le nombre total d'actions s'élève à 17 260 745. Le bénéfice net par action est de 0,06 €. Il n'y a pas d'instrument dilutif du capital au 30 juin 2017.

5.4. Information sectorielle

Le Groupe concentre son action sur une activité de développement et de commercialisation de différentes gammes de produits dans le domaine de l'équipement de la maison et de la personne.

L'analyse des critères définis par la norme a conduit à retenir un découpage de l'activité du Groupe par pôles d'activité (Europe et Asie).

Compte tenu de son activité et de son organisation interne, le Groupe a déterminé les secteurs suivants :

- Par l'intermédiaire du pôle Europe, le Groupe exerce un métier de « concepteur et importateur de gammes », associé à une forte dimension de services, notamment en matière de logistique. Cette activité s'adresse, via les filiales situées en France, aux distributeurs français et européens.
- Par l'intermédiaire du pôle Asie, le Groupe propose aux importateurs et à la distribution internationale :
 - de faire fabriquer, d'assurer le suivi qualité ainsi que la livraison des gammes et des articles conçus par les clients,
 - de commercialiser auprès d'eux les gammes modes conçues par le Groupe U10
 - et une activité combinant création de gammes et sourcing, permettant de proposer des gammes clé en main à l'exportation, à destination d'importateurs et de grands comptes de la distribution mondiale.

30 juin 2017	Pôle Europe	Pôle Asie	Non affectable à un secteur	Total
Produits sectoriels provenant de ventes à des clients externes	62 967	22 578	299	85 844
Produits sectoriels intersectoriels	400	14 284	2 233	16 917
Résultat opérationnel	2 498	614	-1 381	1 730
Résultat financier				-379
Charge d'impôt sur le résultat				-218
Résultat net consolidé				1 133
Actifs sectoriels	138 476	37 250	12 134	187 861
Passifs sectoriels	42 022	16 342	129 496	187 861
Investissements	-537	-17	-81	-635
Charges d'amortissements	862	49	127	1 038
Charges calculées hors amortissements	153	15	-161	7

30 juin 2016	Pôle Europe	Pôle Asie	Non affectable à un secteur	Total
Produits sectoriels provenant de ventes à des clients externes	71 008	28 315	35	99 359
Produits sectoriels intersecteurs	95	11 093	2 267	13 455
Résultat opérationnel	4 694	602	-787	4 509
Résultat financier				-390
Charge d'impôt sur le résultat				-1 395
Résultat net consolidé				2 723
Actifs sectoriels	144 276	38 878	9 182	192 336
Passifs sectoriels	46 560	16 977	128 800	192 336
Investissements	-2 281	0	-131	-2 412
Charges d'amortissements	764	48	117	929
Charges calculées hors amortissements	-541	-1	6	-536

Les passifs sectoriels correspondent aux dettes financières et dettes d'exploitation. Afin de rapprocher les passifs sectoriels avec le bilan, les autres postes du passif sont regroupés dans la colonne « non affectable à un secteur ».

Passifs non affectables à un secteur	30 juin 2017	30 juin 2016
Services centraux	12 974	6 031
Réserves	93 286	101 531
Emprunts U10	20 323	17 627
Provisions (y compris impôts différés)	2 913	3 610
Instruments financiers	0	0
TOTAL	129 496	128 799

5.5. Engagements hors bilan

Les procédures mises en place par le Groupe permettent de recenser l'ensemble des principaux engagements du Groupe et de ne pas omettre d'engagements significatifs.

ENGAGEMENTS HORS BILAN (en K€)	Principales caractéristiques		30 juin 2017	2016
LIES AU PERIMETRE DU GROUPE			néant	néant
<i>1/ Engagements donnés</i>				
<i>2/ Engagements reçus</i>				
LIES AU FINANCEMENT				
<i>1/ Engagements donnés</i>				
Nantissements de titres de participation		1-2	-	-
Nantissements de comptes bancaires	Comptes bancaires nantis en garantie d'un emprunt	(1)	-	-
Instruments de couverture	Couverture de taux sur emprunts	(1)	-	-
<i>2/ Engagements reçus</i>				
Garanties données par des tiers aux banques de sociétés du périmètre			-	-
LIES AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES				
<i>1/ Engagements donnés</i>				
Crédit bail non retraité			35	43
Instruments de couverture	Contrats d'achats à terme de dollars US		38 372	40 258
	Contrats de ventes à terme d'euros		0	91
<i>2/ Engagements réciproques</i>				
Crédits documentaires fournisseurs			9 613	8 734
Crédits documentaires clients				

(1): solde de l'emprunt à la fin de la période

➤ Nantissements

Ce poste comprend uniquement des nantissements en garantie d'emprunts.

Par ailleurs, les éléments incorporels du contrat de crédit-bail souscrit par L3C pour ses bâtiments sont nantis en faveur du bailleur.

➤ Garanties

Pour mémoire, des garanties sont données aux banques des sociétés du Groupe sous forme de garanties à première demande, permettant aux filiales locales d'obtenir des découverts bancaires ou des avances de trésorerie. Au 30 juin 2017, le montant de ces garanties s'élève à 35 533 k€ et les découverts correspondants à 3 459 k€.

➤ Couverture de change :

Des contrats d'achat à terme de devises sont souscrits et s'inscrivent dans le cadre d'une politique de couverture visant à garantir des opérations commerciales (achats de marchandises) réalisées à l'international. L'essentiel de ces contrats est à échéance inférieure à un an.

Echéance	Montant nominal en k\$	Montant au 30 juin 2017 en k\$	Cours de couverture moyen €/us\$	Solde converti en k€
2017	28 000	28 000	1,1400	24 562
2018	16 252	16 252	1,1438	14 209
	44 252	44 252	1,1414	38 771

Par ailleurs, les sociétés du sous-groupe SMERWICK peuvent souscrire des contrats simples de ventes à terme d'euros contre dollars US. Il s'agit de garantir les encaissements en euros à recevoir des clients. Au 30 juin 2017, il n'y a aucun contrat souscrit.

➤ Couvertures de taux et autres engagements :

Il n'y a pas de couvertures de taux en cours au 30 juin 2017.

A la connaissance de la société, l'information présentée en annexe n'omet pas l'existence d'un engagement hors-bilan significatif selon les normes comptables en vigueur.

➤ Engagements reçus et engagements réciproques

Le groupe utilise le crédit documentaire auprès de certains de ses fournisseurs. Le montant de ces engagements réciproques s'élève à 9 613 k€ au 30 juin 2017.

➤ Information concernant les contrats de location simple

Le groupe a conclu des contrats de locations simples portant sur des bâtiments et matériels exploités à des conditions courantes. Pour mémoire, les loyers payés en 2016 s'élevaient à 3 706 k€ au titre de bâtiments et 900 k€ au titre des matériels. Il n'y a pas eu de changement significatif sur les contrats au 1^{er} semestre 2017.

5.6. Parties liées

Sont considérés comme dirigeants le Président, les Directeurs Généraux Délégués et les membres du Conseil d'Administration de la société U10.

Les transactions avec les parties liées indiquées ci-après concernent les sociétés ayant un dirigeant commun avec la société U10.

5.6.1. ENTREPRISES LIEES

Les transactions avec les parties liées se sont élevées au cours de l'exercice à 26 k€ pour les produits et 940 k€ pour les charges. Les créances et dettes s'élèvent respectivement à 11 k€ et 233 k€.

5.6.2. REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS

La rémunération versée aux dirigeants s'est élevée, hors charges sociales, à 233 k€ au cours du premier semestre 2017, contre 117 k€ au cours du premier semestre 2016.

Au 30 juin 2017, il n'y a ni avances, ni crédits alloués aux membres de la direction. Les avantages postérieurs à l'emploi sont évalués à 12,2 k€ hors charges sociales (provision pour indemnités de départs en retraite).

5.7. Evénements postérieurs à la clôture

Néant

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE PERIODE DU 1ER JANVIER AU 30 JUIN 2017

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société U 10, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. CONCLUSION SUR LES COMPTES

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. VERIFICATION SPECIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à ROANNE et VILLEURBANNE - le 13 septembre 2017.

Les Commissaires aux Comptes

EXCO HESIO
Jean Michel LANNES

ORFIS BAKER TILLY
Bruno GENEVOIS